



## **Les grands titres:**

- Un essai clinique pour tester l'efficacité d'un vaccin contre Ebola prêt à commencer en Guinée, selon l'OMS
- Les Etats doivent défendre les droits de l'homme pour lutter contre l'extrémisme violent, selon l'ONU
- Haïti : l'envoyée de l'ONU salue la publication du Décret électoral
- Libye : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MANUL pour une courte période
- FAO : les prix alimentaires ont continué de baisser en février, tirés par le sucre
- Gaza : le blocus israélien détériore les conditions de vie et freine la reconstruction, selon l'ONU

## **Un essai clinique pour tester l'efficacité d'un vaccin contre Ebola prêt à commencer en Guinée, selon l'OMS**



**5 mars** - Sur la base des données prometteuses obtenues dans les essais cliniques fin 2014, un essai de phase 3 pour tester l'efficacité d'un vaccin contre Ebola va bientôt commencer en Guinée, a annoncé jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Cet essai va être lancé le 7 mars par l'OMS avec le Ministère de la santé de la Guinée, Médecins Sans Frontières (MSF), Epicentre et l'Institut norvégien de santé publique (INSP). Le vaccin a été mis au point par l'Agence de la santé publique du Canada.

« Nous avons travaillé dur pour arriver à ce point », a déclaré la Directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan. « Les pays touchés et tous les partenaires se sont mobilisés de façon massive afin d'accélérer le développement et la disponibilité d'interventions médicales efficaces contre cette infection. Si un vaccin est jugé efficace, ce sera une grande première dans la prévention contre le virus d'Ebola ».

La vaccination aura lieu dans la région de la Basse Guinée, qui dénombre actuellement le plus grand nombre de cas de maladie à Ebola. La stratégie adoptée sera celle de la vaccination dite « en ceinture », basée sur l'approche utilisée pour éradiquer la variole dans les années 1970. La mise en œuvre de cette stratégie implique l'identification d'un nouveau cas diagnostiqué d'Ebola - le 'patient zéro' - et l'identification des personnes qui ont été en contact avec lui ou elle. Ces 'contacts' seront vaccinés s'ils donnent leur consentement.

« L'épidémie de la maladie à virus Ebola montre des signes de recul mais nous ne pouvons pas baisser la garde jusqu'à ce que nous ayons éliminé la totalité des cas d'Ebola », affirme le Sous-Directeur général de l'OMS, le Dr Marie-Paule Kieny, qui dirige les efforts de recherche et développement de produits médicaux contre Ebola au sein de l'Organisation. « Un vaccin efficace pour éliminer les recrudescences de l'infection pourrait être une intervention clé pour enfin mettre fin à cette épidémie et constituer une assurance pour l'avenir ».

Les objectifs de cet essai clinique sont de deux ordres: évaluer si le vaccin protège les contacts et si la vaccination des contacts parvient à créer une zone-tampon - ou ceinture de protection - autour du patient zéro pour éviter la propagation de l'infection. La vaccination sera également proposée aux travailleurs de première ligne dans la zone où l'essai clinique aura



lieu.

Depuis que la flambée de maladie à virus Ebola a été déclarée urgence sanitaire mondiale en août 2014, l'OMS a convoqué d'urgence une série de consultations avec des scientifiques, des éthiciens, des régulateurs de produits pharmaceutiques et des décideurs pour identifier les meilleurs produits préventifs et thérapeutiques qui pourraient aider à endiguer l'épidémie.

Les vaccins développés par le Canada (VSV-ZEBOV) et GSK-Bio (ChAd3) ont rapidement émergé comme des outils prometteurs en raison de leur efficacité dans des études sur les primates non humains.

Depuis septembre 2014, les deux vaccins contre la maladie à virus Ebola les plus avancées ont été évalués dans 15 pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord. Les étapes nécessaires pour ceci ont été considérablement raccourcies grâce à l'organisation parallèle des essais cliniques et la mise en œuvre de procédures d'urgence afin d'accélérer le partage et l'analyse des données entre les chercheurs et les producteurs. Le vaccin VSV-ZEBOV a été choisi pour l'essai clinique en Guinée.

## Les Etats doivent défendre les droits de l'homme pour lutter contre l'extrémisme violent, selon l'ONU



**5 mars** - Estimant que le monde se trouvait peut-être à un tournant, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté jeudi les Etats à ne « pas lâcher prise » sur les principes des droits de l'homme qui sous-tendent leurs sociétés dans la lutte contre l'extrémisme violent.

« Il existe un risque réel que, dans leur réaction contre la violence extrémiste, les leaders d'opinion et les décideurs ne lâchent prise sur les principes plus profonds qui sous-tendent le système de sécurité globale échauffé par les Etats il y a 70 ans pour conjurer l'horreur de la guerre », s'est inquiété le M. Zeid dans une allocution prononcée au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, en Suisse.

« Le combat contre la terreur est une lutte pour défendre les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme, et non pour les saper », a ajouté le Haut-Commissaire, pointant du doigt les opérations antiterroristes non spécifiques, disproportionnées, brutales et mal supervisées qui « violent les normes même que nous cherchons à défendre ».

Le Conseil des droits de l'homme a entamé sa 28ème session annuelle en début de semaine, lundi 2 mars, par la projection d'un message vidéo du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, enjoignant à ses 47 membres de renforcer le consensus politique en matière de prévention des violations à l'encontre des droits de l'homme.

Dans son discours, le Haut-Commissaire a quant à lui abordé un ensemble de questions liées aux droits de l'homme, allant de la recrudescence de la torture et de la peine de mort à la persistante de la haine raciale et religieuse.

L'utilisation de la torture, les manquements relatifs aux garanties judiciaires et les punitions collectives ne rendent pas le monde plus sûr, a ajouté M. Zeid, citant la déclaration de l'ancien Président des Etats-Unis George W. Bush selon qui Guantanamo était devenu « un outil de recrutement pour nos ennemis ».

« Je suis consterné par la vague croissante d'attaques à travers le monde qui prennent pour cible les personnes sur la base de leurs croyances religieuses », a poursuivi le Haut-Commissaire. « Nous continuons à observer des actes atroces de haine raciale et religieuse, y compris dans de nombreux pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, ainsi que des preuves de comportements policiers injustes, d'insultes et d'exclusion quotidiennes ... Il devrait être évident que l'islamophobie, l'antisémitisme et les attaques qui ciblent des chrétiens ou d'autres groupes en raison de leurs croyances témoignent de la même intolérance toxique ».

Le Haut-Commissaire a par ailleurs regretté la prise pour cible de journalistes, défenseurs des droits de l'homme et autres membres de la société civile s'efforçant de sensibiliser les populations à la question des droits de l'homme.

« Lorsque des leaders puissants se sentent menacés par un tweet, un blog ou par un discours de lycéens, cela montre une faiblesse sous-jacente profonde », a-t-il dit. « Et lorsque des écrivains sont enlevés, emprisonnés, fouettés ou mis à mort ; que des journalistes sont agressés, soumis à des violences sexuelles, torturés ou tués ; que des manifestants pacifiques sont abattus par des voyous ; que des avocats spécialistes des droits de l'homme, des défenseurs des droits de l'homme et des militants des droits fonciers sont arrêtés et jetés en prison sous de fausses accusations de sédition ; que des journaux sont attaqués ou fermés – tous ces cas attaquent et sapent les bases d'une gouvernance stable ».

Zeid Ra'ad Al Hussein a également déploré le retour de la peine de mort en Indonésie, en Jordanie et au Pakistan, ainsi que le recours continu et répandu à la peine de mort en Chine, en Iraq, en Iran et aux Etats-Unis. Il a aussi mis en lumière la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, en République populaire démocratique de Corée, à Mexico, au Sri Lanka, au Soudan du Sud, au Soudan, en Ukraine ainsi que l'approche adoptée par l'Australie envers les migrants irréguliers et les demandeurs d'asile.

« Ce sont les citoyens qui soutiennent les gouvernements, créent de la prospérité, guérissent, éduquent les autres et payent les services gouvernementaux et autres services par leur travail. Ce sont leurs luttes qui créent et soutiennent les Etats. Les gouvernements existent pour servir le peuple, et non l'inverse », a déclaré en conclusion M. Zeid.

## Haïti : l'envoyée de l'ONU salue la publication du Décret électoral



La Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti, Sandra Honoré.

Photo: ONU

**5 mars** - La Représentante spéciale du Secrétaire général en Haïti, Sandra Honoré, a salué jeudi la publication du Décret électoral dans le journal officiel *Le Moniteur* en date du 2 mars 2015, estimant qu'il s'agissait d'une étape importante dans le lancement du processus électoral.

Selon la presse, le décret électoral a été adopté et signé en Conseil des ministres le lundi 2 mars au palais national haïtien. Il autorise le Conseil électoral provisoire du pays (CEP) à organiser des élections présidentielles et parlementaires. Il s'agit là du premier décret du Président Michel Martelly depuis le dysfonctionnement du Parlement haïtien le 12 janvier dernier.

Mme Honoré s'est exprimée dans un communiqué conjoint publié avec les autres membres de la communauté internationale représentés au sein du « Core Group » (les ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, et de l'Union Européenne et le Représentant spécial de l'Organisation des Etats Américains).

Ils ont salué le Conseil électoral provisoire et les parties prenantes ayant contribué à un processus consultatif et inclusif.

« Il revient aux acteurs politiques de s'accorder sur un calendrier électoral qui permettra la tenue d'élections présidentielles, législatives, municipales et locales dans de bonnes conditions d'organisation, pour donner aux Haïtiens la possibilité d'exercer démocratiquement leur droit au choix de leurs représentants », ont-ils ajouté dans le communiqué de presse conjoint.

Tout en soulignant l'importance de continuer le processus de dialogue entre toutes les parties prenantes afin de renforcer la confiance mutuelle, les membres du Core Group ont réitéré leur soutien au gouvernement et au peuple haïtien pour un processus électoral équitable, transparent et inclusif.

Haïti attend des élections depuis plus de trois ans et les autorités ont renoncé à organiser les scrutins législatifs et municipaux en octobre 2014, comme cela était envisagé. Cela a eu pour conséquence la fin du mandat du Parlement le 12 janvier 2015.

## Libye : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MANUL pour une courte période



**5 mars** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a prorogé le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) jusqu'au 31 mars 2015, tout en prenant note du récent rapport du Secrétaire général de l'Organisation recommandant des réaménagements nécessaires de la présence de l'ONU dans ce pays.

Dans une résolution adoptée jeudi, les membres du Conseil se disent conscients qu'il « est nécessaire, dans les circonstances actuelles, de proroger pour une courte période le mandat de la MANUL ».

Dans un rapport spécial publié en février, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon recommande une présence limitée en Libye.

« La situation en Libye a fondamentalement changé depuis la création de

la MANUL en 2011 et s'est considérablement détériorée au cours des six derniers mois. Sur la base des conclusions de l'évaluation stratégique, il est recommandé que l'ONU s'adapte à cette nouvelle réalité en déployant une présence souple et flexible axée sur une liste de tâches limitée », souligne le rapport.

« La recommandation tendant à réduire la taille de la MANUL ne signifie pas que l'ONU se désengage de la Libye. Au contraire, je considère qu'en recentrant nos priorités nous serons en mesure d'optimiser notre influence concernant les priorités les plus urgentes, tandis que les progrès dans ces domaines ouvriront à leur tour la voie à un engagement accru à l'avenir », ajoute le chef de l'ONU dans ce rapport.

Dans sa résolution, le Conseil de sécurité s'est dit « solidaire des efforts que continue à faire le Représentant spécial du Secrétaire général pour faciliter un règlement politique des problèmes croissants auxquels se heurte le pays ».

Une nouvelle séance de pourparlers politiques inter-libyens a démarré jeudi au Maroc, a précisé le porte-parole du Secrétaire général lors d'un point de presse jeudi à New York.

## FAO : les prix alimentaires ont continué de baisser en février, tirés par le sucre



**5 mars** - L'Indice FAO des prix alimentaires de février a atteint son plus bas niveau en 55 mois, soit 1% de moins qu'en janvier et 14% de moins qu'il y a un an, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La chute des cours des céréales, de la viande et, en particulier, du sucre ont largement compensé le renchérissement du lait et de l'huile de palme, a noté l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

La chute persistante de l'indice – au plus bas niveau depuis juillet 2010 – reflète les bonnes conditions de l'offre et la faiblesse de nombreuses devises face au dollar, qui semble destinée à se poursuivre, a expliqué Michael Griffin, expert de la FAO. « Il faut signaler avant tout les perspectives favorables de la production d'un certain nombre de cultures en 2015. Et les stocks importants de la plupart des céréales ».

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré qui mesure la variation mensuelle de cinq catégories principales de denrées alimentaires sur les marchés internationaux: céréales, viande, produits laitiers, huiles végétales et sucre.

S'agissant des céréales, l'indice est en repli de 3,2% par rapport à janvier, l'essentiel de cette baisse étant dû aux perspectives exceptionnelles du blé. Les cours du riz ont été plus stables, avec une hausse sensible des prix du riz aromatique venant compenser une bonne partie des fléchissements observés dans les autres variétés de riz.

L'Indice FAO des prix du sucre a connu la plus forte variation de toutes les denrées en février avec 4,9% de moins qu'en janvier. Cela traduit les perspectives optimistes de la production au Brésil après les pluies récentes, et l'annonce en Inde d'un subventionnement de ses exportations pour doper les ventes de sucre à l'étranger.

L'Indice FAO des prix de la viande a reculé de 1,4% par rapport à sa valeur révisée de janvier. Les cours du bœuf et du mouton étaient en repli, sous l'effet essentiellement du renforcement du dollar américain contre le réal brésilien et le dollar australien. Les prix de la viande porcine ont augmenté pour la première fois en huit mois, stimulés par la décision de l'Union européenne d'aider le stockage privé dans le secteur.

L'Indice FAO des prix des produits laitiers a connu sa première progression en un an, soit une hausse de 4,6% par rapport à janvier, due aux laits en poudre, ainsi qu'au ralentissement saisonnier de la production européenne à mesure que les quotas touchent à leur fin et à l'offre restreinte de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Les prix du fromage n'ont guère varié.

L'Indice FAO des prix des huiles végétales a gagné 0,4% par rapport à janvier. Cela traduit une augmentation sensible des prix de l'huile de palme – due aux inondations qui ont frappé récemment la Malaisie et à une hausse des subventions indonésiennes aux biocarburants qui devrait alimenter la demande – même dans un contexte de déclin continu des cours de l'huile de soja face aux prévisions de récolte record de soja en Amérique du Sud.

## **Gaza : le blocus israélien détériore les conditions de vie et freine la reconstruction, selon l'ONU**



**5 mars** - Le blocus prolongé imposé par Israël à Gaza a entraîné une forte détérioration des conditions de vie de près de 2 millions de Palestiniens résidant dans l'enclave, indique une nouvelle étude du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), rendue publique jeudi.

Selon cette étude, les restrictions prolongées pesant sur le mouvement des personnes et des marchandises à destination et en provenance de Gaza ont eu pour répercussion la détérioration continue du niveau de vie des 1,8 million habitants de Gaza depuis le début du

blocus israélien en juin 2007.

« Ces restrictions ont réduit l'accès aux moyens de subsistance, aux services de base et aux logements ; perturbé le quotidien des familles ; et sapé les espoirs du peuple en un avenir sûr et prospère », précisent les conclusions du rapport, dont l'objectif était d'étudier les tendances actuelles concernant la circulation des personnes et des marchandises à l'intérieur et hors du territoire.

« La situation s'est aggravée suite aux restrictions imposées depuis 2013 par les autorités égyptiennes à Rafah, qui était devenu jusque-là le principal point de passage utilisé par les Palestiniens dans la bande de Gaza », compte tenu du blocus israélien.

Actuellement, les Palestiniens de Gaza peuvent entrer et sortir du territoire au travers de trois points d'accès – le passage de Rafah reliant Gaza à l'Égypte, et les passages de Kerem Shalom et d'Erez connectant l'enclave palestinienne à Israël. Deux autres points de passage, à Sufa et Karni, ont été fermés.

Lors de sa récente visite dans la région, le Coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, avait déjà observé le 2 mars que les retombées du blocus israélien à Gaza avaient « plus que jamais isolé » l'enclave, en raison des restrictions toujours imposées par Israël sur la circulation des biens et des personnes et de la quasi-fermeture du passage frontalier de Rafah.

Ces difficultés ne font que s'ajouter aux défis auxquels sont confrontés les habitants de Gaza, plus tributaires que jamais de l'importation de matériaux de construction, alors que l'enclave cherche à se reconstruire suite aux 51 jours de conflit entre Israël et groupes armés palestiniens dont elle a été le théâtre durant l'été 2014.